

## EDITORIAL

Ivon Mingashang

Directeur Général du CRESH

Editeur responsable de la RECOSH

La santé publique est un domaine au carrefour des autres. Elle permet d'aller à la rencontre de plusieurs disciplines à l'instar de la médecine, la pharmacologie, la biologie, la chimie, la physique, l'économie, la communication, l'éducation, la psychologie, l'administration, le développement rural, l'environnement, l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, l'éthique, etc.

En effet, comme le souligne Massé (2007, p. 11), la santé publique répond « en partie aux besoins des citoyens pour la sécurisation de l'avenir et pour le contrôle de leur devenir sanitaire ». Pour Lipovetsky et Charles (2004, p. 104), « la médecine ne se contente plus de soigner les malades, elle intervient en amont de l'apparition des symptômes, informe sur les risques encourus, incite aux contrôles de santé, aux dépistages des troubles, à la modification des styles de vie ».

Dans ce numéro, quatre groupes de chercheurs, tout en ayant des bagages et des horizons différents, placent ce domaine sous les projecteurs des sciences humaines qui les réunissent. Successivement, ils abordent les aspects liés à la communication, à la politique pharmaceutiques, à l'environnement puis à l'économie. Le premier d'entre ces groupes présente l'essentiel de ses réflexions sur l'optimisation des stratégies de communication dans la lutte contre l'antibiorésistance. Vicky Elongo Lukulunga, Prosper Twaibu, David Lukoki, Félicien Tsho-Tsho relèvent que la consommation abusive des antibiotiques représente un risque sérieux sur la santé publique, en favorisant l'apparition de bactéries résistantes aux antibiotiques. Pour lutter contre ce fléau, diverses stratégies, consistant essentiellement à la conscientisation à travers les actions de communication et de sensibilisation, sont mises en place. Cependant, en dépit de ces initiatives, le phénomène d'antibiorésistance ne fait que s'accroître, au point que certains experts redoutent l'avènement d'une « ère post-antibiotique », avec l'existence des bactéries hautement résistantes aux traitements antibiotiques connus. Aussi, la présente contribution se donne-t-elle pour tâche

de définir, dans la logique de la communication préventive, les stratégies de communication, mieux les conditions d'optimisation des stratégies de communication, de manière à rendre ces dernières susceptibles de produire auprès des populations un usage raisonné des antibiotiques.

De leur côté, Norbert M. Lunsevila, Staline-Fidèle E. Ndongoboni et Aristote B. Buya soulignent que les médicaments falsifiés constituent une menace importante pour la santé publique, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. L'utilisation de produits pharmaceutiques falsifiés peut entraîner des empoisonnements, des maladies non traitées, des décès prématurés et des échecs de traitement. Ils peuvent, par ailleurs, entraver la réalisation des objectifs de développement durable.

S'agissant particulièrement de la RDC, le niveau de connaissance de ce problème est faible. Dès lors, l'objectif du papier présenté par les auteurs est de déterminer l'ampleur de la problématique des médicaments de qualité inférieure et falsifiés dans le pays. La conception repose sur une revue rétrospective des alertes médicamenteuses et des publications scientifiques, sur la base d'une recherche dans les bases de données Scopus, Google Scholar, PubMed et les alertes du ministère congolais de la santé émises entre 2000 et 2021.

Il en ressort que quatre classes de médicaments, à savoir : les antipaludéens, les antibiotiques, les anti-inflammatoires et les antiviraux, ont été les plus falsifiés/contrefaits dans les études menées. D'où la nécessité de surmonter les obstacles dans la lutte contre les médicaments falsifiés en RDC, notamment un manque de technologie fiable et évolutive pour détecter les contrefaçons avant qu'elles n'atteignent les patients, l'absence de consensus sur les définitions, la faiblesse des systèmes de leadership et de responsabilisation au niveau national, et les défis de fabrication et de réglementation.

Florent B. Mukeba, Georgette N. Ngweme et John Poté évaluent, pour leur part, ont apprécié scientifiquement l'impact de la consommation de légumes sur les risques sanitaires à Kinshasa, en prenant le cas des amarantes. Les cultures maraichères jouent un rôle très important pour la sécurité alimentaire et la vie socio-économique de la population de la ville de Kinshasa. Elles permettent l'approvisionnement de plus de 70% de légumes frais consommés dans la ville. Toutefois, les pratiques de production de ces légumes peuvent entraîner leur contamination par les micropolluants tels que les métaux toxiques avec des risques potentiels pour la santé des consommateurs à évaluer.

Cette recherche examine l'accumulation des métaux toxiques dans les feuilles d'amarante (*Amaranthus viridis*) vendues dans 4 marchés de la ville de Kinshasa afin d'évaluer les risques potentiels pour les consommateurs. Les résultats montrent que les concentrations des métaux toxiques dans les feuilles d'amarante pendant les saisons sèche et de pluie sont très élevées. La contamination des légumes peut s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment, les produits chimiques utilisés pour prévenir les maladies d'amarante, les émissions à partir des véhicules et des motos pour les champs situés aux alentours des grands axes routiers, ainsi que les eaux d'arrosage. Vu les valeurs des concentrations des métaux toxiques dans les feuilles d'amarantes comparativement aux valeurs limites fixés par FAO/WHO, et nos résultats de calculs des risques, la consommation excessive de ce légume peut avoir des risques potentiels pour la santé des consommateurs.

Quant à Bobo B. Kabungu, il fait observer que la santé est l'une des premières préoccupations des pouvoirs publics à travers le monde. Depuis quelques années, les études sur ses déterminants se multiplient, avec, au cœur du débat, ceux économiques et sociaux sensés orienter les politiques. Parmi ces déterminants de la santé, cet article s'intéresse particulièrement à l'aide publique au développement dont il étudie économétriquement, grâce à la méthode des moindres carrés ordinaires, la relation avec l'espérance de vie en RDC, à partir des données chronologiques durant la période allant de 1970 à 2015. Il en ressort que l'aide reçue a un impact significatif mais négatif sur la santé de la population, présageant un problème de qualité des institutions qui peut annihiler l'impact de l'assistance financière.

Ivon Mingashang

Directeur Général du CRESH

Editeur Responsable de la RECOSH pour le compte du centre

- Lipovetsky G., Charles S. (2004). Les temps hypermodernes. Paris. Grasset.
- Massé, R. (2007). Les sciences sociales au défi de la santé publique. Sciences sociales et santé. 1(25), 5 – 23.



Ivon Mingashang

General Manager

Responsible editor

Public health is a field at the crossroads of others. It makes it possible to encounter several disciplines such as medicine, pharmacology, biology, chemistry, physics, economics, communication, education, psychology, administration, rural development, environment, history, anthropology, sociology, ethics, etc.

Indeed, as Massé (2007, p. 11) points out, public health responds “in part to the needs of citizens to secure the future and to control their future health”. For Lipovetsky and Charles (2004, p. 104), “medicine is no longer content to treat the sick, it intervenes before the appearance of symptoms, informs about the risks incurred, encourages health checks, screening for disorders, changes in lifestyles”.

In this issue, four groups of researchers, while having different backgrounds and backgrounds, place this field in the spotlight of the humanities that bring them together. Successively, they address aspects related to communication, pharmaceutical policy, the environment and then the economy. The first of these groups presents most of its reflections on the optimization of communication strategies in the fight against antibiotic resistance. Vicky Elongo Lukulunga, Prosper Twaibu, David Lukoki, Félicien Tsho-Tsho note that the excessive consumption of antibiotics represents a serious risk to public health, by favoring the appearance of bacteria resistant to antibiotics. To fight against this scourge, various strategies, essentially consisting of raising awareness through communication and awareness-raising actions, have been put in place. However, despite these initiatives, the phenomenon of antibiotic resistance is only increasing, to the point that some experts fear the advent of a «post-antibiotic era», with the existence of bacteria highly resistant to antibiotic treatments. Also, this contribution sets itself the task of defining, in the logic of preventive communication, the communication strategies, better the conditions for optimizing the communication strategies, so as to make the latter likely to produce populations a reasoned use of antibiotics.

For their part, Norbert M. Lunsevila, Staline-Fidèle E. Ndongoboni and Aristote B. Buya point out that falsified medicines constitute a major threat to public health, particularly in low- and middle-income countries. The use of falsified pharmaceuticals can lead to poisonings, untreated illnesses, premature deaths and treatment failures. They can also hinder the achievement of the Sustainable Development Goals.

With regard to the DRC in particular, the level of knowledge of this problem is low. Therefore, the objective of the paper presented by the authors is to determine the extent of the problem of substandard and falsified medicines in the country. The design is based on a retrospective review of drug alerts and scientific publi-

cations, based on a search of Scopus, Google Scholar, PubMed databases and Congolese Ministry of Health alerts issued between 2000 and 2021.

It shows that four classes of drugs, namely: antimalarials, antibiotics, anti-inflammatories and antivirals, were the most falsified/counterfeited in the studies conducted. Hence the need to overcome obstacles in the fight against falsified medicines in the DRC, including a lack of reliable and scalable technology to detect counterfeits before they reach patients, lack of consensus on definitions, weak leadership and accountability systems at the national level, and manufacturing and regulatory challenges.

Florent B. Mukeba, Georgette N. Ngweme and John Poté evaluate, for their part, scientifically assessed the impact of vegetable consumption on health risks in Kinshasa, taking the case of amaranths. Market gardening plays a very important role for food security and the socio-economic life of the population of the city of Kinshasa. They allow the supply of more than 70% of fresh vegetables consumed in the city. However, the production practices of these vegetables can lead to their contamination by micropollutants such as toxic metals with potential risks for the health of consumers to be assessed.

This research examines the accumulation of toxic metals in amaranth leaves (*Amaranthus viridis*) sold in 4 markets in the city of Kinshasa in order to assess the potential risks for consumers. The results show that the concentrations of toxic metals in amaranth leaves during the dry and rainy seasons are very high. The contamination of vegetables can be explained by several factors, in particular, the chemicals used to prevent amaranth diseases, emissions from vehicles and motorcycles for fields located around major roads, as well as water watering. Given the values of the concentrations of toxic metals in amaranth leaves compared to the limit values set by FAO/WHO, and our results of risk calculations, excessive consumption of this vegetable may have potential health risks for consumers.

As for Bobo B. Kabungu, he points out that health is one of the main concerns of public authorities throughout the world. In recent years, studies on its determinants have multiplied, with, at the heart of the debate, those economic and social that are supposed to guide policies. Among these determinants of health, this article is particularly interested in official development assistance, of which it studies econometrically, using the method of ordinary least squares, the relationship with life expectancy in the DRC, using chronological data during the period from 1970 to 2015. It appears that the aid received has a significant but negative impact on the health of the population, presaging a problem in the quality of institutions that can annihilate the impact of financial assistance.

Ivon Mingashang

Director General of CRESH

Editor Responsible for COJHUSS on behalf of the center

- Lipovetsky G., Charles S. (2004). *Les temps hypermodernes*. Paris. Grasset.
- Massé, R. (2007). *Les sciences sociales au défi de la santé publique*. *Sciences sociales et santé*. 1(25), 5 – 23.